



**La politique étrangère indienne à l'épreuve de la COVID-19 :
quelles opportunités stratégiques en Indo-Pacifique ?**

[DOSSIER] LES CAHIERS DU COMITÉ ASIE N°19

Par Marie DESBONNETS & Thibault FOURNOL

LES PUBLICATIONS



**LES JEUNES
IHEDN**

À PROPOS DE L'ARTICLE

La politique étrangère indienne décortiquée à la lumière de la récente pandémie de Covid-19 : quelles opportunités et quelles limites pour l'Inde ?

À PROPOS DES AUTEURS



Marie DESBONNETS est étudiante en Master Affaires internationales à l'IEP de Lyon. Elle est passionnée par l'Asie ainsi que par la géopolitique et le domaine maritime. A cet égard, elle a effectué une année de mobilité en Inde. Elle y a notamment travaillé sur l'investissement par la France de l'initiative « *Make in India* » comme composante de sa politique étrangère en Indo-Pacifique.



Thibaut FOURNOL est diplômé d'un master de recherche en relations internationales de l'institut d'études politiques de Paris. Il est actuellement assistant de recherche à la fondation pour la recherche stratégique. Il s'intéresse notamment au concept émergent d'Indo-Pacifique et aux questions stratégiques en Asie du Sud.

Ce texte n'engage que la responsabilité des auteurs. Les idées ou opinions émises ne peuvent en aucun cas être considérées comme l'expression d'une position officielle de l'association Les Jeunes IHEDN.

Troisième pays le plus touché au monde par la Covid-19 avec plus de 11,7 millions de cas recensés (OMS, mars 2021), l'Inde a fait l'objet d'une attention particulière sur la scène internationale avec l'autorisation des premiers vaccins. Alors que le pays fabrique environ 20% des médicaments génériques et 62% des vaccins de la planète, le Premier ministre Narendra MODI avait rappelé, à l'occasion de l'*India Global Week* en juillet 2020, à quel point « la pandémie a montré une fois de plus que l'industrie pharmaceutique indienne est un atout non seulement pour l'Inde, mais pour le monde entier ».

La valorisation, dans les discours officiels, du rôle de l'Inde dans la résolution de la crise sanitaire semble révélatrice d'une utilisation plus large de l'expertise pharmaceutique indienne, visant à renforcer le rayonnement régional et mondial de New Delhi. Par cette diplomatie du vaccin, la crise de la Covid-19 est ainsi l'occasion d'interroger les gains stratégiques dont pourrait bénéficier la politique étrangère indienne. En s'affirmant sur la scène internationale et régionale à travers sa diplomatie du vaccin, l'Inde pourrait se placer dans une position plus favorable, notamment dans le cadre de sa stratégie d'influence dans son voisinage immédiat et dans l'ensemble de la région Indo-Pacifique.

L'approche indienne de l'Indo-Pacifique - concept mobilisé à la fois par l'Australie, les États-Unis, la France, l'Indonésie, l'ASEAN ou encore l'Allemagne, et dont la popularité est croissante depuis 2007¹ - se distingue notamment par la grande importance que New Delhi accorde à la coopération régionale, au dialogue et au renforcement de ses liens avec le Japon et l'ASEAN, tout en adhérant au discours d'une « région indopacifique libre, ouverte et inclusive ». Cette stratégie trouve une incarnation toute particulière dans le domaine maritime, où l'Inde mène une diplomatie proactive dans l'océan Indien² fondée sur la valorisation de ses capacités navales, un réseau de partenariats de sécurité maritime et la promotion d'un multilatéralisme s'exprimant notamment par la création de forums³. Dans ce contexte d'engagement actif dans la région, il n'est donc pas surprenant que l'*Indian Navy* ait été mobilisée en première ligne pour fournir une assistance aux pays voisins face à la crise sanitaire.

¹ La première résurgence du concept remonte, en effet, à un discours prononcé par le Premier ministre japonais ABE Shinzo devant le Parlement indien, dans lequel il parle de « [Confluence of the Two Seas](#) ».

² MéliSSa LEVAILLANT, « La politique indo-pacifique de New Delhi, partenaire stratégique de la France », *Les Champs de Mars*, 2018/1, n°30, p. 243-251.

³ Marianne PÉRON-DOISE, « La politique maritime de l'Inde : consolider son identité indopacifique », *Hérodote*, La Découverte, 2019/2, n°173, p. 121 – 136.

La démarche à l'origine du présent article consiste à interroger plus largement les corrélations entre crises et évolutions en matière de politique étrangère. Ce travail s'inspire notamment de la théorie de la reconnaissance développée en philosophie sociale par Axel HONNETH et de son application en relations internationales par Thomas LINDEMANN. Elle souligne, entre autres, que les États « cherchent non seulement la sécurité (*homo politicus*) et la prospérité (*homo economicus*), mais aussi la confirmation d'une certaine identité (*homo symbolicus*) »⁴ ; tout en rappelant l'importance des rôles dans la définition de ces identités.

Prenant comme référence la pandémie de la Covid-19, nous ne retiendrons ici pour des raisons méthodologiques que les crises d'origine naturelle ou non-anthropique, c'est-à-dire sans intention hostile d'affecter la sécurité nationale ou internationale. En effet, en 2008, le Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale français⁵ rappelait dès l'introduction que les risques peuvent « résulter de catastrophes naturelles ou sanitaires qui appellent des réponses à l'échelle mondiale ». L'édition suivante, publiée en 2013, faisait mention d'un certain nombre d'événements « venus confirmer la réalité de ces risques », rassemblant dans le même temps l'épidémie de grippe A/H1N1 en 2009, le tremblement de terre en Haïti en 2010, ou encore l'ouragan Sandy deux ans plus tard.

À travers le cas indien, nous montrerons dans un premier temps que la crise sanitaire a peu de chance d'opérer une réorientation radicale de la politique étrangère indienne, inscrite dans un contexte politique et économique plus large, mais qu'elle peut toutefois offrir de nouvelles opportunités stratégiques pour renforcer durablement l'influence et le rayonnement régional de l'Inde, comme le montre l'expérience du tsunami de 2004.

Dans un deuxième temps, nous confronterons ces observations à la politique proactive menée par l'Inde au cours de cette crise, notamment au travers des opérations de l'*Indian Navy* et de l'initiative « *Vaccine Maitri* ». Si l'image du pays semble en sortir renforcée, tant à l'échelle régionale qu'internationale, il paraît néanmoins peu probable que cette remontée diplomatique impacte véritablement les moyens et la mise en œuvre de la politique étrangère indienne. Le pays reste fragilisé en interne et la reconnaissance extérieure est encore à concrétiser.

⁴ Thomas LINDERMANN, *Causes of war : the struggle for recognition*, Colchester : ECPR Press, 2010.

⁵ [Défense et sécurité nationale – Le Livre blanc](#), Odile Jacob/La Documentation Française, juin 2008, p.16.

Les crises au service du rayonnement régional de l'Inde : perspectives historiques.

Facteurs de changement dans la politique étrangère indienne.

Comme le soulignait Sardar Hardit Singh MALIK ancien diplomate et ambassadeur en France de l'Inde nouvellement indépendante, « la politique extérieure de tout pays dépend d'un certain nombre de facteurs, parmi lesquels la situation géographique, les conditions économiques et sociales, les circonstances extérieures et les traditions jouent un rôle primordial »⁶.

Ne faisant pas exception, l'Inde n'a pas construit sa politique étrangère à partir d'un seul facteur. En simplifiant, plusieurs grandes phases semblent avoir rythmé la politique étrangère indienne, résultant toutes d'un contexte multifactoriel. Si l'esquisse d'une politique étrangère indienne commençait déjà à être identifiable avant la décolonisation du pays⁷, l'accès à l'indépendance en 1947 constitue un premier tournant majeur. Dans un contexte de Guerre froide, l'émergence de l'Inde sur la scène internationale s'est initialement traduite par la promotion au sein des arènes multilatérales d'une « troisième voie » pour les pays nouvellement décolonisés. En contribuant à promouvoir le principe de non-alignement dès 1947, l'Inde de NEHRU a été l'un des artisans du mouvement des non-alignés, officiellement constitué quelques années plus tard lors de la conférence de Belgrade de 1961. Après la mort du Premier ministre en 1964 et une période de retrait de la scène internationale, la fin de la Guerre froide et surtout la libéralisation économique du pays au début des années 1990 ont constitué les principaux fils conducteurs de la politique étrangère indienne. L'enjeu est alors pour l'Inde de « repenser le pays et repenser le monde »⁸. Sans pour autant répudier le non-alignement, New Delhi a ainsi cherché à renforcer ses partenariats, notamment au niveau régional. La « *Look East Policy* », formulée dès 1991 pour « arrimer » l'Inde à la dynamique économique et politique régionale sud-est-asiatique en est une émanation particulièrement

⁶ Hardit Singh MALIK, « [Les principes fondamentaux de la politique extérieure de l'Inde](#) », *Le Monde Diplomatique*, juillet 1954.

⁷ Raphaëlle KHAN, « India as a Norm Claimer : Normative Struggles and the Assertion of Sovereignty at the San Francisco Conference (1945) ». In Mischa HANSEL, Raphaëlle KHAN, Mélissa LEVAILLANT, *Theorizing Indian Foreign Policy*, New York : Routledge, 2017, p.69 – 90.

⁸ Jean-Luc RACINE, « L'Inde, L'Europe, le monde : une politique étrangère pragmatique », *Revue internationale et stratégique*, 2005/3, n°59, p.95 – 106.

emblématique⁹. À partir de 2014, l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement nationaliste hindou marque une activité internationale plus soutenue et une politique étrangère plus réactive et déterminée¹⁰. En témoigne, notamment, le nombre de visites officielles effectuées par le Premier ministre Narendra MODI depuis son élection en 2014. En effet, avec un palmarès de 59 visites entre 2014 et la fin de l'année 2019¹², le Premier ministre aura visité près de deux fois plus de pays au cours des trois premières années de son mandat que son prédécesseur, Manmohan SINGH, pour le même laps de temps (49 contre 27)¹³.

Un autre facteur déterminant de la politique étrangère indienne s'incarne incontestablement par la montée en puissance de la Chine ces dernières décennies, par rapport à laquelle l'Inde doit se positionner, autant sur le plan économique et politique que militaire. Le rapprochement de New Delhi avec Washington, amorcé dès 2005 avec les négociations de l'accord nucléaire indo-américain, et l'adhésion de l'Inde au discours indopacifique – dont elle revendique la paternité – comptent parmi les marqueurs du changement progressif du rapport du pays avec le non-alignement.

Nul ne saurait, toutefois, sous-estimer le rôle structurant des facteurs internes dans la formulation de la politique étrangère indienne depuis 1989. L'influence croissante des partis régionaux au niveau national et la mise en place de plus en plus courante de gouvernements de coalition ont largement contribué à façonner les orientations de l'Inde en matière de politique étrangère¹⁴.

Les origines de l'évolution de la politique étrangère indienne depuis l'indépendance révèlent ainsi le caractère progressif plutôt que brutal de ces changements. Les orientations de la politique étrangère de l'Inde semblent donc réagir davantage à un contexte économique et

⁹ Isabelle SAINT-MÉZARD, *La Look East policy indienne ou La politique régionaliste de l'Inde à l'égard de l'Asie orientale*, Thèse de doctorat (dir. Christophe JAFFRELOT), Institut d'études politiques de Paris, soutenue en 2001.

¹⁰ Sandra DESTRADE, « Towards a more Determined and Responsive Foreign Policy ? Continuity and Change in India's Foreign Policy under Prime Minister Modi ». In Michael STAAK et David GROTON, *China und Indien im regionalen und globalen Umfeld*, Verlag Barbara Budrich, 2018, p.143 – 160.

¹¹ Ian HALL, *Modi and the Reinvention of Indian Foreign Policy*, Bristol University Press, 2019.

¹² Prime Minister's Office, [Details of Foreign/Domestic Visits of Prime Minister since 26.05.2014](#).

¹³ Janane VENKATRAMAN, « [Modi or Manmohan: Who had the most number of foreign tours ?](#) », *The Hindu*, 3 juillet 2017.

¹⁴ Nicolas BLAREL, « Inside Out ? Assessing the Domestic Determinants of India's External Behaviour ». In Mischa HANSEL, Raphaëlle KHAN, MéliSSa LEVAILLANT, *Theorizing Indian Foreign Policy*, New York : Routledge, 2017op. cit., p.203 – 220.

politique plus large, que celui d'événements ponctuels d'apparition soudaine. Si les crises auraient un impact limité sur la définition de la politique étrangère de l'Inde stricto sensu, l'expérience montre toutefois qu'elles jouent un rôle particulier dans sa mise en œuvre, en accompagnant et en accélérant notamment les stratégies d'influences régionales ; certains allant jusqu'à voir dans le tsunami de 2004 un « *game-changer* » de la diplomatie de défense indienne¹⁵.

Le tsunami de 2004 : une opportunité stratégique pour l'Inde.

Faisant plus de 220 000 victimes, près d'un million de personnes sans-abris et des dégâts matériels et économiques considérables, le raz-de-marée qui a frappé les littoraux de l'océan Indien en décembre 2004 - de l'Indonésie aux côtes kenyanes en passant par la Thaïlande ou le Sri Lanka - demeure l'une des catastrophes naturelles les plus graves que la région ait connu. Elle-même fortement touchée avec plus de 10 000 victimes¹⁶, l'Inde a joué un rôle régional majeur en menant des opérations de secours auprès de ses voisins (Maldives, Sri Lanka ou encore Indonésie).

Aux Maldives, la mobilisation de 6 navires de l'*Indian Navy* - notamment pour la mise en place de camps médicaux d'urgence - mais également d'un pétrolier, de 4 avions et de 4 hélicoptères aura permis d'assurer un panel relativement large de missions, allant du sauvetage de personnes, à la livraison d'eau potable et de matériel de secours, en passant par la réparation d'infrastructures énergétiques et de communications. Au Sri Lanka, le déploiement des forces armées indiennes avec 2 navires de guerre, 2 avions IL-76, 7 hélicoptères ainsi que du personnel médical a notamment rendu possible la livraison de 66 tonnes de vivres, 7 tonnes de médicaments et 30 000 paires de chaussettes¹⁷. Sous l'égide du HQ IDS (*Integrated Defence Staff*) relevant du ministère indien de la Défense, ces opérations hautement coordonnées, connues sous le nom de *Operation Sea Waves*, ont largement contribué à faire de l'assistance

¹⁵ Nitin A. GOKHALE, « India's erratic defence diplomacy: in need of a booster dose ». In Harsh V. PANT, *Handbook of Indian Defence Policy*, Routledge India, 2016, p. 115 – 126.

¹⁶ Le Monde avec AFP, « [Le tsunami de 2004 : un des pires cataclysmes des temps modernes](#) », *Le Monde*, 26 décembre 2014.

¹⁷ Saneet CHAKRADEO, « [Neighbourhood First Responder: India's Humanitarian Assistance and Disaster Relief](#) », *Brookings India*, août 2020.

en cas de catastrophe naturelle un véritable outil au service de la politique étrangère indienne, particulièrement sur le plan bilatéral.

À partir de 2004, l'investissement de l'Inde dans les missions HADR (*Humanitarian Assistance and Disaster Relief*) a considérablement augmenté. Citons, à titre d'exemple, les opérations de secours après le passage des cyclones Nargis et Mora en 2008 et 2017, ou encore lors de la pénurie d'eau potable qui a touché la capitale des Maldives en décembre 2014¹⁸. Sollicité par le gouvernement maldivien, New Delhi avait ainsi livré à Malé près de 1 200 tonnes d'eau fraîche en moins de 12 heures¹⁹.

Sur le plan multilatéral, l'expertise reconnue de l'Inde en matière d'assistance (le Myanmar avait, par exemple, saisi la main tendue de New Delhi lors du cyclone Nargis, après avoir refusé l'aide occidentale), aura sans doute également servi sa stratégie d'influence face à une Chine de plus en plus démonstrative dans l'océan Indien, incarnée depuis 2015 par la « vision » SAGAR (*Security and Growth for All in the Region*) et le positionnement de New Delhi comme « *net security provider* » dans la région²⁰. Dans ce contexte, il n'est pas surprenant de voir le volet HADR intervenir dans bon nombre d'initiatives de coopération de sécurité maritime d'origine indienne, au premier rang desquelles l'*Indian Ocean Naval Symposium* (IONS) mis en place en 2008^{21,22}.

En affirmant son ambition de se placer en « *first responder* » en cas de catastrophe naturelle, l'exemple du tsunami de 2004 montre ainsi comment l'Inde a progressivement fait de l'assistance et de la gestion de catastrophe un outil clé de sa stratégie d'influence et de sa politique étrangère régionale. Mais au-delà des tsunamis et des tremblements de terre, Saneet CHAKRADEO rappelle que ces « crises non-traditionnelles » comprennent également les pandémies, les accidents chimiques et biologiques, ou encore les défaillances industrielles. En

¹⁸ Pour la liste des opérations HADR organisées entre 2000 et 2019, voir [ibid.](#) p. 10-11.

¹⁹ Nitin A. GOKHALE, « India's erratic defence diplomacy : in need of a booster dose » *op. cit.*, In Harsh V. Pant, *Handbook of Indian Defence Policy*, Routledge India, 2016 *op. cit.*, p. 115 – 126.

²⁰ Sur ce point, voir : Anit MUKHERJEE, *India as a Net Security Provider : Concept and Impediments*, S. Rajaratnam School of International Studies, Singapour, 1^{er} août 2014.

²¹ Nitin A. GOKHALE, « India's erratic defence diplomacy: in need of a booster dose » *op. cit.*, In Harsh V. PANT, *Handbook of Indian Defence Policy*, Routledge India, 2016 *op. cit.*, p. 115 – 126.

²² Saneet CHAKRADEO, « Neighbourhood First Responder : India's Humanitarian Assistance and Disaster Relief », Policy Brief, *Brookings India*, août 2020. *op. cit.*

ce sens, la réponse de l'Inde à la pandémie de la covid-19 pourrait dès lors s'inscrire dans le même processus, dans un contexte de compétition accrue avec la Chine.

La crise Covid-19 : illustration « amplifiée » de l'ambitieuse stratégie indienne et de ses limites.

Une politique proactive parfaitement intégrée dans la stratégie indienne.

Le 27 mars 2021, le Ministre des Affaires étrangères (MAE) indien annonçait avoir déjà envoyé 61,881 millions de doses de vaccins au monde. L'Inde est ainsi récemment devenue le plus grand fournisseur de vaccins. Plus de 135 pays auraient également bénéficié de matériel médical indien, pour certains sous forme de dons. Au cœur de cette opération de diplomatie médicale se trouve l'initiative « *Vaccine Maitri* » ou « *Vaccine Friendship* » lancée par le MAE en janvier dernier. Celle-ci participe à la politique du « *neighbourhood first* » (« le voisinage en premier ») du Premier ministre Narendra MODI, visant tout particulièrement son entourage immédiat sud-asiatique. Sans toutefois se positionner ouvertement sur ce sujet, elle est aussi une réponse à la politique « en miroir » de la République populaire de Chine (RpC) dans la région. Pour l'instant, l'Inde semble avoir pris un temps d'avance, en fournissant d'ailleurs elle-même des doses à son concurrent. L'image de la « plus grande démocratie du monde » constitue aussi un atout, et le positionnement indien dans cette course aux vaccins, illustré par un certain nombre de discours, est intéressant à plusieurs égards. Narendra MODI a en effet « promis de mettre à disposition de l'humanité tout entière les capacités de production de son pays en matière de vaccin »²³. Le gouvernement a également pris position sur le sujet des « biens communs »²⁴ qu'il a relié aux vaccins, remettant en cause les brevets. Ce discours en faveur des pays en développement fait écho à celui, historique, de leader du Tiers-monde, et pourrait ainsi contribuer à entretenir une image positive de l'Inde (KHAN, entretien, mars 2021).

²³ Sophie LANDRIN, « Coronavirus : la stratégie des petits cadeaux de l'Inde à ses voisins régionaux », *Le Monde*, 25 janvier 2021.

²⁴ Définition « Patrimoine commun de l'humanité (PCH) », Ritimo, 18 janvier 2012 : « Supposant la reconnaissance d'un bien commun supérieur et de l'humanité en tant que sujet de droit international, la notion de PCH provient de l'identification d'un intérêt commun de l'humanité, supérieur aux intérêts étatiques, et constituant un instrument susceptible de limiter la souveraineté ou le champ d'action des États ou les rapports habituels entre les États pour viser à l'équité du partage dans le sens de la destination universelle des biens. »

Outre la valorisation d'un secteur médical/pharmaceutique déjà reconnu, d'autres actions menées durant la crise sanitaire ont su réactiver efficacement des domaines dans lesquels le pays s'était déjà montré fiable et capable auparavant. Au cours des deux dernières décennies, les bâtiments de guerre de la Marine indienne ont ainsi déjà été mobilisés dans plusieurs « opérations d'évacuation des non-combattants », comme en 2006 avec l'opération *Sukoon* (1 764 ressortissants indiens et 516 étrangers évacués du Liban) ou en 2015 avec l'opération *Rahat* (1 783 ressortissants indiens et 1 291 étrangers évacués du Yémen). La mission *Vande Bharat* menée pendant la crise sanitaire, et son versant maritime, l'opération *Samudra Setu*, ont constitué la plus grande évacuation jamais réalisée. Au cours de la première phase de cette mission, qui s'est déroulée du 7 au 13 mai 2020, 14 800 ressortissants indiens de 12 pays ont été rapatriés en Inde. La réussite de ces actions a représenté un symbole fort : la Marine en tant que représentante du pouvoir souverain en mer a prouvé sa capacité à assurer la protection de ses concitoyens et son caractère responsable, au niveau stratégique comme opérationnel. L'opération a reçu un fort soutien des pays concernés, illustration du respect et de la confiance que ces derniers accordent à l'Inde. La légitimité et la crédibilité de New Delhi en sortent renforcées. En outre, « l'Inde est probablement le seul pays à avoir activement déployé ses navires de guerre pour apporter une aide humanitaire aux nations côtières et insulaires éloignées de la région de l'océan Indien (IOR) face à la pandémie de la Covid-19 »²⁵. La crise semble ainsi avoir offert au pays la possibilité de concrétiser sa stratégie maritime préalablement élaborée, en se plaçant en « *Net Security Provider* » (« pourvoyeur net de sécurité ») dans la région de l'océan Indien et en donnant de la consistance à sa doctrine SAGAR.

À côté de cette transposition concrète, il convient aussi de noter une l'apparition d'une accélération de tendances observées pendant la crise. Cette dernière n'a pas fait l'objet d'une gestion diamétralement différente des précédentes, contrairement aux propos du Vice-Amiral indien KUMAR. Néanmoins, des évolutions sont à noter. La coopération entre différentes agences, autrefois relativement faible, et donc a priori plutôt un frein lors de la mise en œuvre d'actions conjointes, semble ici avoir été plus efficace. L'Inde a visiblement réussi à assembler les composantes diplomatique, informationnelle, militaire et économique. Ainsi, le MAE, les

²⁵ Anand KUMAR, Suriya NARAYANAN, « Mitigating Covid-19 : The Indian Navy in the vanguard – as always », *National Maritime Foundation*, 16 mai 2020.

trois quartiers généraux intégrés du ministère de la Défense (MoD), les moyens civils du ministère de l'Aviation civile (MoCA) et du ministère de la Marine, ainsi que les ressources fiscales du ministère des Finances auraient travaillé de concert. Ensuite, et là est certainement l'élément le plus notable, la communication a sensiblement changé. La Marine notamment, peu visible auparavant, semble avoir gagné toute sa place dans un discours cohérent et diplomatiquement fort. L'affirmation d'une stratégie claire à la lumière des événements est certainement un signal plus percutant et crédible aux yeux de la région et du reste du monde.

[Une image renforcée, mais néanmoins insuffisante pour donner de nouveaux leviers à la politique étrangère indienne.](#)

La perception de l'Inde par l'extérieur a déjà évolué ces dernières années, accompagnant notamment l'émergence du concept d'Indo-Pacifique. Le pays est ainsi devenu un acteur clé d'une région dont l'importance est exponentielle, y compris dans les stratégies occidentales, se manifestant en partie dans une convergence d'objectifs et de valeurs (notamment autour du Dialogue quadrilatéral pour la sécurité – Quad – et du concept de « *free and open Indo-Pacific* »). En juillet 2020, le Sénat publiait ainsi un rapport intitulé « L'Inde, un partenaire stratégique ». Ce regain d'intérêt n'est pas étranger à la présence grandissante de la RpC dans la région, tendance récemment confirmée par la crise de la Covid-19²⁶. Alors que la RpC a été accusée d'être à l'origine de la pandémie, continuant d'afficher une attitude de plus en plus agressive et démonstrative dans la région, l'Inde a été volontiers perçue comme une alliée sûre des puissances occidentales (refusant néanmoins tout positionnement explicite contre Pékin). L'ancienne secrétaire d'État américain Mike POMPEO a réaffirmé, le 30 octobre 2019, que « l'idéologie communiste de la Chine est une menace »²⁷, reprenant la *National Security Strategy* de 2017 qui identifiait l'Indo-Pacifique comme une scène de « compétition géopolitique entre deux visions, libre et répressive, de l'ordre mondial ». Par sa tournée diplomatique dans la région Indo-Pacifique, la nouvelle administration BIDEN a affiché son intention d'inscrire la stratégie américaine dans la lignée de cette vision binaire, dont New Delhi, malgré son refus de cette approche au profit d'une inclusivité de cet espace, constitue

²⁶ Daniel F. RUNDE, Conor M. SAVOY, Shannon MCKEOWN, « Post-pandemic governance in the Indo-Pacific adapting USAID's strategy in the face of Covid-19 », *CSIS Briefs*, 25 septembre 2020.

²⁷ Monika CHANSORIA, « China, the US and a post-Covid Indo-Pacific setting », *FRS*, 5 novembre 2020.

l'une des pierres angulaires. La rencontre du 6 octobre dernier dans le cadre du Dialogue quadrilatéral pour la sécurité (Quad) a aussi été perçue comme un signal fort en direction de la RpC. Les temps de crise, il est vrai, jouent aussi en faveur d'une polarisation des discours. Pour certains experts, la crise a aussi été un moment de test de robustesse pour les démocraties. Malgré la mise en place de mesures parfois restrictives des libertés individuelles, et le classement récent du gouvernement nationaliste hindou au pouvoir comme « autocratie électorale » par plusieurs organismes indépendants, la probabilité de voir changer les attitudes et postures des grandes puissances à l'égard de New Delhi reste faible dans la configuration stratégique régionale actuelle.

Les nombreuses actions de l'Inde et sa communication efficace sur des domaines clés de cette crise ont également confirmé le maintien, voire le renforcement, de la reconnaissance de New Delhi. En novembre dernier, New Delhi a participé à cinq sommets : Sommet des chefs d'État de l'OCS, Sommet de l'ASEAN, Sommet des BRICS, Sommet du G20 et Sommet des chefs de gouvernement de l'OCS. Ces événements ont été l'occasion pour elle d'évoquer un certain nombre de sujets fédérateurs dans la région, parmi lesquels l'économie bleue ou la protection de l'environnement, thématiques qui peuvent rassembler et qui sont prioritaires aux yeux de bon nombre de pays. La fenêtre d'opportunité offerte semble avoir été comprise par le gouvernement actuel : l'Inde se veut moteur sur ces sujets qui devraient prendre de l'importance dans « l'Asie d'après ».

Néanmoins, Sandrine TEYSSONNEYRE émet des doutes sur les avancées concrètes qui pourraient découler de ces discours²⁸. Pour elle, « saluer l'Inde comme 'plus ancienne' ou 'plus grande démocratie d'Asie' est une chose ; en faire un allié en est une autre, qui demandera une action pluridimensionnelle sur la base de valeurs et d'objectifs communs ». En outre, ce sont des moyens d'actions concrets, des financements qui manquent à l'Inde. Cela est d'autant plus vrai depuis la pandémie, pendant laquelle l'écart a encore été creusé par rapport au grand voisin chinois notamment.

Renforcer son image sur la scène internationale est donc une chose. Jayant SINHA et Samir SARAN prônent, en parallèle du renforcement et de la création de partenariats, le

²⁸ Sandrine TEYSSONNEYRE, « Les États-Unis en Indo-Pacifique : avec Biden, le retour d'une 'hégémonie bienveillante', mais affaiblie », *Asialyst*, 14 novembre 2020.

développement de l'autonomie stratégique indienne²⁹. La pandémie a révélé les fragilités de chaînes de valeur toujours plus fragmentées ainsi que l'importance d'une production autochtone de certains produits stratégiques. Ainsi, c'est peut-être dans une « autonomie croissante d'une région Indo-Pacifique qui croit en son futur » (Sandrine TEYSSONNEYRE) que l'Inde pourrait voir l'avenir post-crise de sa politique étrangère, même si celle-ci reste à consolider. L'arrêt des exportations de vaccins, annoncé par le gouvernement le 25 mars, ainsi que la dégradation spectaculaire de la situation sanitaire jusqu'à rendre nécessaire l'assistance de partenaires extérieurs³⁰, montrent *in fine* que l'exploitation des « fenêtres d'opportunités » diplomatiques offertes par les crises n'est permise que dans un contexte interne maîtrisé. Par la crise de la Covid-19, l'exemple indien souligne ainsi les limites de l'appropriation des crises comme outils de politique étrangère, dans ce cas largement soumise à l'imprévisibilité et à l'instabilité de telles situations.

²⁹ Jayant SINHA, Samir SARAN, « Amid changing post-pandemic realities, India needs to be swift in identifying partners whom it can trust ».

³⁰ À titre d'exemple, la France a aéroporté 28 tonnes d'équipements médicaux, incluant des générateurs d'oxygène, le 2 mai 2021 pour des hôpitaux de Delhi, de l'Haryana et du Telangana. Voir Rezaulk H KASKAR, « [France sends oxygen generator plants to back India's Covid response](#) », *Hindustan Times*, 2 mai 2021.



LES JEUNES
IHEDN

publication@jeunes-ihedn.org